SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Détresse : la jeune Carine Bialley toujours pas remise de sa paralysie plexurale

Libreville/Gabon

'ICTIME d'une erreur médicale à sa naissance le 3 janvier 2007 à l'hôpital régional de Melen, la jeune Carine Bialley Laobe Kessany souffre depuis lors d'une paralysie plexurale droite, avec des séquelles graves au niveau cervicobrachial. À bout, sa mère avait entamé quelques saisie d'un cabinet d'huissier de justice, en 2008, pour astreindre l'hôpital régional de Melen à prendre ses responsabilités, appel à l'aide, en 2018, au cabinet de l'ex-première dame Sylvia Bongo Ondimba,

Heureusement, l'Association contre le



Cette malformation visible sur le dos de la petite Carine a empiré ces dernières années.

(Ascorim) s'est intéressée actions infructueuses : à son cas et a décidé d'œuvrer pour que la petite Carine soit évacuée en Tunisie. 16 ans après, l'adolescente continue de vivre dans d'énormes souffrances. Après l'intervention en Tunisie, en 2018, il était question pour la maman de Carine d'y repartir avec son enfant 3 mois plus tard. Mais la grève prolongée risque médical au Gabon à la Caisse nationale

garantie sociale (Cnamgs) et plusieurs autres tracasseries l'ont bloquée. "L'implant thoracique qui permettait à l'enfant de redresser sa colonne vertébrale, s'est réduit. La malformation

collées, les membres inférieurs et supérieurs sont actuellement d'une longueur disproportionnée, les nerfs sont dans un mauvais état, etc. Pire, la prise en charge

d'assurance maladie et de s'est aggravée, les est très lourde", confie la deux omoplates sont mère de famille en larmes. Face à cette urgence médicale et au regard du dernier diagnostic effectué par l'un des neurochirurgiens du CHU d'Owendo, l'évacuation sanitaire à l'étranger de

la petite Bialley s'impose désormais pour bénéficier des soins d'un spécialiste en chirurgie de greffe. Désespérée, la mère lance un appel au secours aux nouvelles autorités du pays et à toutes les personnes de bonne volonté.



F.S.L. Libreville/Gabon

ES habitants de la zone Owendosoulagement lorsque le programme d'urgence du ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques avait marqué un arrêt dans leur localité. Avec l'aide d'une entreprise sous-traitante (Cetra-Gabon), la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) avait procédé à l'installation d'une bornefontaine publique. Au grand bonheur de tous. Seulement, plus d'un an après, les riverains

attendent toujours. "Ils

nous avaient dit que le

ministre de l'époque

devait venir l'inaugurer, deux mois après. Jusqu'à ce jour, pas une seule goutte n'est sortie de ces robinets", confie, dépité, ⊿Igoumié avaient Adrien Moussavou, un poussé un ouf de habitant du quartier. Avant de déplorer : "Nous venons de passer une saison sèche difficile où il fallait se rendre à la carrière, à 2 km d'ici, pour obtenir de l'eau. Certaines personnes avaient creusé leurs propres puits. Ceux-ci n'ont pas tenu face à la pression et à la forte sollicitation des populations. Comment vivre dans ces conditions? Faute de lieux d'aisances, les élèves du tout nouveau CES d'Igoumié prennent tous les jours le mien". Osons juste espérer que les cris de ces populations soient entendus.

